

Il ne fait pas bon être immigré en temps de crise

BOUC ÉMISSAIRE Par ces temps de disette économique, les étrangers installés en Europe sont condamnés à une double peine : non seulement ils sont les premiers à subir les conséquences des restrictions imposées par les Etats, mais en plus ils sont généralement montrés du doigt et tenus responsables du marasme ambiant.

Par Abdellatif El Azizi

Qui pourrait penser que la crise en Europe aurait des répercussions positives, fussent-elles éphémères, sur le commerce au Maroc ? Cet été, dans le nord du pays, les commerçants frappés de plein fouet par le marasme doivent une fière chandelle aux Marocains résidant à l'étranger (MRE), qui sont venus en masse y dépenser les quelques économies qu'il leur restait dans des achats pas forcément indispensables. Là s'arrête la comparaison.

On pourrait débattre pendant longtemps des effets de la crise si les conséquences n'étaient pas d'abord subies par les immigrés. Ces van-pieds qui déferlaient sur le Vieux Continent pour "venir manger le pain des Français" sont les premiers à trinquer dès que la Bourse s'affole. La dictature des bookmakers ne fait pas de quartier, et les populations vivant en périphérie (en premier lieu les étrangers et autres naturalisés) sont toujours les premières à en subir les frais.

Les agences de notation savent qu'elles peuvent passer sous silence les dégâts collatéraux de la crise sur cette frange de la population. Chômage, inflation, exclusion... le coupable est tout trouvé en Europe. La logique de l'ultralibéralisme veut que les premières victimes de la crise soient aussi celles qui en payent les pots cassés. Classique !

Aux Pays-Bas, les pouvoirs publics veulent réduire de moitié les allocations des veuves de MRE ayant sacrifié leur vie pour soutenir la crois-

sance dans ce pays, sous prétexte que ces dames passent plus de temps dans leur Rif natal qu'en Hollande.

En Espagne, toutes les restrictions sociales concernent d'abord les étrangers, résidents permanents ou saisonniers. Avant le réveillon 2012, des milliers d'immigrés (dont 150 000 Marocains) avaient été poussés vers la sortie sans ménagement. Dans le lot, 12 000 familles marocaines résidentes chez le voisin ibérique avaient perdu leur maison dans des opérations d'expropriations que la presse avait dénoncées à l'époque comme étant particulièrement focalisées sur les étrangers.

Xénophobie, islamophobie

Une tendance confirmée par une récente étude de l'OCDE qui reconnaît que les immigrés, qu'ils soient de première ou troisième génération, sont les premières victimes de la crise. Ils ont ainsi subi une plus forte augmentation du taux de chômage depuis dix ans - 2,7 % contre 1 % pour le reste de la population -, soit un taux de 11,9 % en 2010. Sur le podium : l'Espagne, l'Italie et l'Irlande, mais en France, l'étranger n'est pas mieux loti.

Avec la crise, en effet, la xénophobie se durcit. L'islamophobie n'est qu'un aspect du problème. Les thématiques nationalistes sont revisitées par tous les partis qu'ils soient de droite ou de gauche. L'extrême droite fait son lit des angoisses d'une opinion publique en détresse.



Il suffit d'un revenu ou d'une allocation pour faire de l'immigré un rentier ou un nanti

Pour le Front national, l'arrêt des régularisations et le verrouillage des frontières permettront d'arrêter "le chômage et la tuberculose résistante" qui sont le fait d'une immigration massive ! Confortant l'idée que l'immigré, magouilleur, roublard, retors et malintentionné, n'aurait de cesse de profiter des bienfaits de la République. Il suffit d'un revenu ou d'une allocation pour faire de lui un rentier ou un nanti, en comparaison avec les milliers de chômeurs qui se pressent à Pôle emploi.

Les politiques, en panne d'idées pour sortir du marasme, ont trouvé là un bouc émissaire idéal. C'est pour cela que la plupart des exécutifs en Europe n'ont aucune difficulté à faire passer des campagnes musclées de "retours volontaires" dans leurs promesses électorales. Rien qu'à voir de quelle manière le gouvernement français instrumentalise aujourd'hui la question des Roms, on peut parier que l'"immigré bashing" a encore de beaux jours devant lui. ■